ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique de la ville

Question au Gouvernement n° 3258

Texte de la question

ÉGALITÉ ET CITOYENNETÉ

M. le président. La parole est à M. Razzy Hammadi, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Razzy Hammadi. Monsieur le Premier ministre, le deuxième comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté a rendu compte hier des résultats obtenus au cours des neuf premiers mois suite aux annonces faites le 6 mars dernier pour une République en actes.

Neuf mois plus tard, nous ne sommes ni dans le commentaire, ni dans l'analyse, ni dans le constat, mais dans l'action. *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

L'action, c'est le concret.

Le concret, c'est lorsque nous refondons la géographie prioritaire afin de concentrer les moyens sur 1 500 quartiers et 5,5 millions d'habitants. D'ores et déjà, 437 contrats ont été signés et 800 villes sont concernées.

Le concret, c'est le financement pérennisé de l'ANRU – l'Agence nationale pour la rénovation urbaine – si chère à Jean-Louis Borloo et dont je salue le président François Pupponi, avec 20 milliards d'euros sur dix ans.

Le concret, c'est l'éducation, avec des milliers d'enseignants recrutés et enfin formés.

Le concret, c'est ce que nous avons fait en prévoyant plus d'enseignants que de classes là où c'est nécessaire.

Le concret, c'est le logement, en faisant en sorte que les terrains soient réquisitionnés pour construire des logements là où certains maires ne veulent pas des pauvres chez eux, et que les logements vacants du parc privé soient réquisitionnés. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Plusieurs députés du groupe Les Républicains. La question !

M. Razzy Hammadi. Le concret, c'est ce que nous avons fait pour le transport, grâce à plusieurs milliards d'euros que nous attendions depuis de nombreuses années pour désenclaver nos quartiers, dans les aires urbaines et dans les territoires ruraux.

Le concret, c'est l'action prioritaire que nous menons et qui vise aussi la culture et la lutte contre la reproduction des élites. C'est pourquoi nous avons décidé que les soixante-quinze écoles qui préparent l'entrée dans la fonction publique bénéficieront désormais d'un programme adapté. Ce sont aussi les parcours d'excellence pour les écoles classées en REP+, les nouveaux réseaux d'éducation prioritaire.

Cette politique n'est pas simplement une énième refonte de la politique de la ville. C'est une politique pour la République.

M. Philippe Meunier. Flatteur !

M. Razzy Hammadi. Pouvez-vous confirmer l'arrivée prochaine au Parlement du projet de loi « Égalité et citoyenneté », qui viendrait compléter le comité interministériel ? *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de la ville, de la jeunesse et des sports.

M. Patrick Kanner, *ministre de la ville, de la jeunesse et des sports.* Monsieur le député, dans trois heures, je serai aux côtés du maire de Clichy-sous-Bois et des familles Benna et Traoré, parents, frères et sœurs de Zyed et Bouna, jeunes français morts à dix-sept et quinze ans voici dix ans jour pour jour. Ils méritent le respect.

La politique de la ville a un fil rouge : la lutte contre les inégalités, contre les discriminations, contre la ségrégation, contre la relégation.

Mme Claude Greff. Nous n'avons pas besoin de vos leçons !

M. Patrick Kanner, *ministre.* Comme l'a dit le Président de la République à La Courneuve, il n'y a pas de « quartier perdu dans la République ». Et comme l'a dit hier le Premier ministre aux Mureaux, « Laisser faire, c'est prendre le risque d'une explosion permanente de notre société ».

Mesdames, messieurs les députés, nos quartiers populaires et leurs cinq millions et demi d'habitants veulent non pas de la compassion, mais de la reconnaissance. Ce sont des territoires qui concentrent les difficultés de notre société. Ils sont une loupe posée sur les dysfonctionnements de notre nation.

Beaucoup a été fait, mais beaucoup reste encore à faire. Alors avec lucidité, avec humilité, mais avec détermination, il ne faut rien lâcher, monsieur le député !

En matière de développement économique, avec l'Agence France Entrepreneur ; en matière de jeunesse et de cohésion sociale, avec les emplois d'avenir, la garantie jeunes, le contrat starter, le service civique, le rétablissement des crédits aux associations, crédits que Nicolas Sarkozy avait supprimés entre 2009 et 2012 *(Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains)* ; en matière de lutte contre les discriminations, avec une grande campagne de testing dans les entreprises de plus de 1 000 salariés. *(Mêmes mouvements.)*

Enfin, avec l'application sans faille de la loi SRU dans les communes qui s'en exonèrent depuis quinze ans et pensent pouvoir continuer à défier la République ! *(Vives protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

Pour une vraie action de gauche dans ce gouvernement, je puis vous dire que la politique de la ville ira jusqu'au bout de sa logique. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen - Huées sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

Données clés

Auteur : M. Razzy Hammadi
Circonscription : Seine-Saint-Denis (7e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3258
Rubrique : Aménagement du territoire
Ministère interrogé : Ville, jeunesse et sports

Version web : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/14/questions/QANR5L14QG3258

Ministère attributaire : Ville, jeunesse et sports

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 28 octobre 2015
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 28 octobre 2015